



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 23 Mai 2012
Numéro 97

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Le roi Abdallah inquiet que les sunnites soient ciblés et encourage le dialogue. Sleiman en Arabie saoudite?

An Nahar (Proche du 14-Mars)

L'Arabie saoudite met en garde contre la guerre et donne un push au dialogue. Le 14-Mars lance un calendrier pour faire tomber le gouvernement

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

La chute de l'Etat

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

14-Mars: pour la démission de Mikati

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Du Nord à la banlieue sud, un démon chasse l'autre

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Le roi Abdallah exprime à Sleiman son inquiétude qu'une des principales communautés libanaises soit prise pour cible

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Des groupes terroristes enlèvent 12 Libanais et 3 Iraniens... et les observateurs «se promènent»

L'événement

Des forces occultes cherchent à provoquer une fitna sunnite-chiite

A peine la tension provoquée par les incidents de Akkar et de Tarik Jédidé, à Beyrouth, retombait, qu'un autre développement est venu jeter de l'huile sur le feu. Onze pèlerins libanais chiites, qui revenaient à bord de deux bus d'un voyage religieux en Iran, ont été enlevés près de la frontière turque, dans la province d'Alep. Le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a déclaré que les ravisseurs appartiennent à un groupe armé de l'opposition syrienne.

Dès l'annonce de la nouvelle, des parents et des proches des personnes enlevées sont descendues dans les rues de la banlieue sud de Beyrouth et de la Békaa, bloquant des axes routiers, dont l'ancienne route de l'aéroport, à l'aide de pneus brûlés. Devant la gravité des événements, et de peur qu'ils ne dégénèrent, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, est intervenu en direct, mardi soir, sur les ondes d'al-Manar, pour appeler les gens à la retenue. «Personne ne doit se livrer à des actes individuels en bloquant des routes ou en commettant des violences», a déclaré le leader du Hezbollah, affirmant que des contacts ont été pris avec la Syrie et avec des «pays influents» pour régler cette affaire. Sayyed Nasrallah a demandé à ses partisans de ne pas se livrer à des actes de vengeance contre des Syriens au Liban, après des informations sur l'intension des familles de procéder à des contre-enlèvements. Après l'intervention de sayyed Nasrallah, le calme est revenu progressivement et les routes ont été rouvertes. Et des démarches intensives ont commencé. Le président Michel Sleiman est entré en contact avec le chef du législatif, Nabih Berry, lequel s'est entretenu par téléphone avec le Premier ministre Najib Mikati, qui, lui, a appelé le ministre turc des Affaires étrangères. Le chef du Courant du futur, Saad Hariri, et le chef du PSP, Walid Joumblatt, ont appelé M. Berry, tandis que le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, Mohammad Raad, prenait contact avec Sleiman. Une première lueur d'espoir est apparue après minuit, lorsque trente-six femmes qui faisaient partie du convoi de pèlerins ont été libérées et ont aussitôt regagné Beyrouth à bord d'un avion spécialement affrété par le gouvernement syrien. Interrogées par les journalistes, les femmes ont raconté leur épreuve: «Après avoir traversé la frontière turco-syrienne, on a vu une voiture blanche dans laquelle se trouvait des hommes armés avec des kalachnikovs. Ils nous dit qu'ils voulaient nous protéger des bombardements de l'armée syrienne», a dit l'une d'elle. «Puis ils ont menotté les hommes et les ont alignés au mur». La plupart des femmes interrogées par la presse ont assuré que les hommes armés s'étaient identifiés comme «des membres de l'Armée syrienne libre». «Ils nous ont terrorisées», a dit l'une d'entre elles. La multiplication des incidents, leur gravité et le fait qu'ils soient ciblés, sont trop d'éléments révélateurs pour croire qu'il ne s'agit de simples coïncidences. Il est clair que des forces occultes déploient d'énormes efforts pour provoquer une fitna (discorde) entre les sunnites et les chiites.

Al Joumhouria (Quotidien proche du 14-Mars)

Tarek Tarchichi, journaliste libanais proche d'Elias Murr

L'on peut dire que les portes du dialogue national libanais ont été ouvertes et il ne reste plus au président Michel Sleiman que d'adresser les invitations, en sa basant sur la lettre que lui a envoyé le roi Abdallah Ben Abdel Aziz, et qui comporte une incitation claire et directe dans ce sens, et sur l'encouragement du président du Parlement Nabih Berry. Le président Sleiman pourrait, avant de convoquer les partenaires, effectuer une visite à Riyad. Mais le roi Abdallah l'a déjà clairement incité à parrainer ce dialogue. Il a ainsi conclu sa lettre par ces mots: «Face à la gravité de la crise qui pourrait se traduire par des événements confessionnels, et, à Dieu ne plaise, replonger le pays dans la guerre civile, nous misons sur votre sagesse pour intervenir afin de relancer le dialogue national».

Le président Berry a exprimé son grand soulagement après la lettre royale saoudienne, dans laquelle il a trouvé une «invitation claire au dialogue et un soutien sans ambages à la politique de dissociation de la crise syrienne suivie par le gouvernement.»

Il est à noter que la lettre du roi Abdallah au président Sleiman est intervenue moins d'une semaine après la proposition de reprise du dialogue national, transmise par Berry au commandement saoudien, via l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Beyrouth, Ali Awad Assiri. Ce dernier a informé les autorités de son pays de la proposition de M. Berry et la lettre du roi Abdallah fait office de réponse.

Les hommes politiques ont avancé diverses interprétations de la lettre royale. Certains y voient un «changement positif» de la position saoudienne vis-à-vis des développements au Liban, appuyant le gouvernement de Najib Mikati, en soutenant la politique de dissociation. D'autres estiment que ce changement saoudien est motivé par le danger qui plane sur le Liban. Cependant, ces hommes politiques se posent beaucoup de questions: l'objet de la visite de Sleiman à Riyad dépassera-t-il le cadre de la relance du dialogue pour évoquer les développements dans la région? A partir du dialogue, le Liban peut-il préparer le climat à une réconciliation interarabe, qui constitue la seule voie à un règlement de la crise syrienne, à travers un soutien au plan de Kofi Annan? La lettre du roi Abdallah concerne-t-elle seulement le Liban ou bien les craintes du souverain de voir une discorde confessionnelle éclater englobent-elles aussi la Syrie?

An Nahar

Khalil Fleihane, journaliste libanais proche du 14-Mars

Les Emirats arabes unis, le Qatar et le Koweït ont lié l'annulation des restrictions de voyage imposés à leurs ressortissants au retour de la stabilité sécuritaire au Liban, qui leur permettrait de se déplacer là où ils le souhaitent. Ce sont les combats dans un grand quartier de la capitale, en l'occurrence Tarik Jédidé, qui ont poussé ces pays à déconseiller à leurs citoyens de se rendre au Liban ou de le quitter s'ils s'y trouvent déjà. L'ambassadeur du Koweït, Abdel Al-Kinaï, est celui qui était le plus intéressé par les développements. Il était en contact permanent avec le Premier ministre Najib Mkatî pour s'informer de l'évolution de la situation, afin de rédiger des rapports à ses supérieurs.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, leader du CPL
(majorité)

«Lors du meeting du CPL le 5 mai, j'avais dit que la visite de Joseph Lieberman et de Jeffrey Feltman ensemble visait à transformer le Liban-Nord en zone tampon avec la Syrie. Ils cherchent à saper le prestige de l'armée à cette fin, pour instaurer la zone tampon que l'ONU n'arrive pas à imposer en Syrie. Voilà ce qu'ils sont en train de faire. L'incident du Akkar est donc artificiel, planifié à l'avance. Le prestige de l'armée reste entier et la troupe reste la seule force en laquelle nous avons confiance. Quant à ce climat de folie dans le Akkar, ceux qui sont en train de l'instaurer le paieront cher. Ce n'est pas une menace, mais ceux qui sont à l'origine de tout cela le paieront, ainsi que les hommes politiques qui sont avec eux. L'instant viendra, et il viendra bientôt, si ce n'est déjà fait, où tous les hommes politiques qui ont attaqué l'armée et se sont livrés à des provocations contre cette dernière seront bientôt relégués aux oubliettes du passé. Ce genre de mouvement se dégonfle rapidement: que personne ne se sente fort par leur biais. Le mieux qu'ils pourront faire, c'est à peine rester debout.

Sami Gemayel, député du Metn
(Kataëb)

«Évoquer un assassinat par l'armée est inadmissible. Le convoi de cheikh Ahmad Abdel Wahed avait tiré en direction du barrage de contrôle, blessant trois soldats, avant que l'armée ne réplique en ouvrant le feu. Ce qui se passe actuellement à Tripoli est le résultat de positions extrêmes en faveur du régime de Damas, et contre ce régime.

Nucléaire iranien: percée aux négociations de Bagdad?

Le groupe 5+1 a fait des propositions «intéressantes» à Téhéran lors des négociations de Bagdad, mercredi, pour trouver un accord sur le programme nucléaire iranien, a déclaré le porte-parole de Catherine Ashton à la presse. «Je ne vais pas révéler les détails de ces propositions, mais ce que nous avons mis sur la table est intéressant pour l'Iran», a déclaré Michael Mann, le porte-parole du chef de la diplomatie de l'Union européenne.

Par ailleurs, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a espéré que l'administration de Barack Obama s'opposera à l'intention du sénat américain d'instaurer de nouvelles sanctions contre l'Iran. «J'espère que l'administration et le président des Etats-Unis adopteront une attitude adéquate envers cet excès des législateurs américains», a indiqué le ministre. Il a constaté que le Sénat américain avait formulé son intention de sanctionner la République islamique à la veille d'une rencontre qui réunira le 23 mai à Bagdad les six médiateurs internationaux sur le dossier nucléaire iranien. «Il est dommage que ces démarches aient été entreprises à la veille du sommet de Bagdad, car elles ne contribuent pas à créer une atmosphère propice au progrès des négociations», a souligné M. Lavrov.

As Safir

Denise Atallah Haddad, journaliste libanaise proche de l'Eglise

Les incidents du Liban-Nord, de Beyrouth et d'autres régions, ont réveillé les démons de la discorde et de la guerre. La première réaction des chrétiens a été de se replier vers le carré de leur peur originelle. Mais ils sont revenus très vite à leurs dissensions et à leurs alliances. Pouvait-on espérer qu'ils réaliseraient la gravité du danger de miner l'idée de l'Etat?

Un homme politique du Nord regrette l'absence de toute possibilité de dialogue entre les leaders chrétiens afin d'aboutir à des dénominateurs communs.

Une source ecclésiastique maronite estime que les dissensions interchrétiennes dépassent le cadre de la diversité et du pluralisme qui sont d'ailleurs souhaités. Les divisions sont devenues tellement profondes que les chefs chrétiens en ont perdu leur boussole. Chaque camp défend «aveuglément» son allié musulman, à tort ou à raison. Les dénominateurs communs qui devraient cristalliser des constantes indiscutables sont tombés.

Et l'évêque de poursuivre: «Les récents incidents ont ravivé les nouvelles-vieilles angoisses. Ils ont montré à quel point notre situation est fragile. Tous sont responsables de cette situation, personne ne peut prétendre à l'innocence. Autant les chrétiens que les musulmans sont moralement responsables. Nous partageons tous l'échec dans l'édification d'une patrie et d'un Etat. Nous avons entendu beaucoup de critiques sur les hommes barbus, les abaya. Mais les gens ont le droit d'exprimer par leur apparence extérieure et leurs tenues vestimentaires leurs croyances. En revanche, l'extrémisme et le fondamentalisme constituent une source d'inquiétude pour nous et pour les autres modérés. Mais ce qui fait le plus peur aux chrétiens, c'est l'apparition et l'utilisation des armes, les accusations lancées contre l'Armée libanaise et les appels à l'expulsion de la troupe de certaines régions. Ces propos sont inacceptables et contribuent à instaurer une animosité avec l'idée de l'Etat et de ses institutions.»

Qu'un évêque prenne la défense de l'institution militaire n'est pas surprenant et s'inscrit dans une logique historique. Mais tout en défendant l'armée, l'évêque critique les agissements des hommes politiques chrétiens qui ont été, selon lui, «incapables de développer un discours national et de prendre du recul pour jouer le rôle de médiateur entre les protagonistes.»

Al Akhbar

Yéhia Bdeir, spécialiste des questions israéliennes

Le chef de la région nord de l'armée israélienne, le général Yair Navet, a déclaré que la force du Hezbollah s'est considérablement accrue comparée avec ce qu'elle était en 2006. Il a précisé, lors d'une conférence de presse dans la ville de Zakhron Yaacov, que le Hezbollah possède aujourd'hui 60000 roquettes, alors qu'en 2006 il n'en avait que 6000.

Selon lui, l'arsenal syrien comporte des centaines de missiles à haute précision, des armes chimiques et un dispositif de défense anti-aérienne qui a coûté trois milliards de dollars. Le développement de ce dispositif est pratiquement le seul investissement consenti par l'armée syrienne ces dernières années.

Pour sa part, le chef du département d'analyse des renseignements militaires israéliens, Ety Baron, a révélé que le Hezbollah était en train de développer des drones offensifs, et possède une grande quantité de missiles sol-mer et de missiles antichars. Lors d'une audition mardi devant la commission des Affaires étrangères et de la sécurité à la Knesset, il a ajouté que le Hezbollah, le Hamas et la Syrie tentent de défier la suprématie technologique d'Israël. Ils ciblent le point faible d'Israël, qui est son front intérieur. Il a indiqué que 3500 missiles sont pointés sur Israël en Syrie et en Iran. La Syrie posséderait, selon lui, 3000 missiles d'une portée de 70 à 700 km.